Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur les relations franco-égyptiennes et sur la situation en Syrie, Le Caire le 18 septembre 2012.

2012-09-18

Merci beaucoup, merci Cher Collègue. Nous venons d'avoir, comme l'a rappelé le ministre des Affaires étrangères, un entretien très chaleureux avec le président Morsi que j'ai remercié, au nom de la France, de m'accueillir. Je lui ai transmis un message d'amitié de M. François Hollande. J'ai insisté sur ce qui doit être l'axe de notre partenariat avec l'Égypte, autour de trois thèmes : l'amitié, la démocratie et la stabilité.

L'amitié, parce que cela fait très longtemps que le peuple égyptien et le peuple français sont très proches. Les échanges sont nombreux, dans les domaines culturel, éducatif, économique. Cette amitié nous avons bien l'intention de l'approfondir. La décision que j'ai annoncée de l'octroi d'un crédit concessionnel de 300 millions d'euros par la France va évidemment dans ce sens.

Cette amitié va se développer dans différents domaines : éducatif, culturel, scientifique et nous allons faire en sorte que la demande du gouvernement égyptien d'augmenter le nombre de bourses soit satisfaite. Elle va aussi se développer dans le domaine proprement économique : le tourisme, les investissements industriels. Nous avons déjà une présence forte en Égypte à travers nos investissements et le échanges commerciaux que nous avons avec ce pays. Nous voulons que tout cela soit amplifié.

L'amitié est d'autant plus facile à développer que la démocratie est présente. Il y a eu un grand changement en Égypte. Le président Morsi en est l'incarnation, car c'est le premier président élu au suffrage universel. D'autres étapes sont prévues : la Constitution, les élections. La France, qui est extrêmement attachée à la démocratie, se réjouit de ces évolutions. Nous avons une relation positive et en même temps attentive à ce qui se passe du point de vue de la démocratie ici.

Et le troisième volet de notre relation c'est la stabilité. L'Égypte est un grand pays, à la fois sur le plan régional et international. Nous voyons avec beaucoup d'intérêt depuis quelques temps ce rôle régional se renforcer, en particulier dans des conflits aussi importants que celui de la Syrie. Nous avons noté avec beaucoup d'intérêt que les positions de l'Égypte et de la

France sur la Syrie étaient tout à fait convergentes. Nous allons faire en sorte de travailler ensemble à une solution pour le peuple syrien.

L'Égypte comme la France est une puissance de paix et on a besoin dans cette région du monde - et plus largement - de puissances de paix. C'est la raison pour laquelle nous avons confirmé que nous allions cheminer ensemble. Le président Morsi et le président Hollande se verront la semaine prochaine aux Nations unies où nous seront également présents. Sur la question syrienne en particulier, nous allons faire en sorte que nos efforts puissent se conjuguer.

En quelques heures, grâce à l'accueil extrêmement aimable de nos amis égyptiens, j'ai pu rencontrer le président Morsi, le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, le Grand Imam d'Al Azhar, ainsi que la communauté française, certains hommes d'affaires et des représentants de différentes sensibilités politiques et civiques. Je pense que tout cela va permettre de rapprocher encore le peuple égyptien et le peuple français. Les Égyptiens, je crois pouvoir le dire, aiment la France, et les Français aiment l'Égypte. Je souhaite que de plus en plus de Français viennent voir ici à quel point ce pays est beau.

Q - Avez-vous des craintes à propos de la dégénération même de la crise syrienne pour que ce soit une guerre communautaire ? Quelles sont les possibilités que le Liban même soit un peu intégré dans cette lutte ? Y a-t-il un scénario international concernant une sortie disons paisible, sécuritaire, pour le président Al-Assad ?

R - Bien sûr que nous avons des craintes. Lorsque nous voyons chaque jour des dizaines, parfois même des centaines de Syriens tués et les exactions qui ont été commises, nous sommes vivement préoccupés. La Commission de l'ONU a parlé de crimes contre l'humanité. Le nombre sans cesse croissant de réfugiés en Turquie, en Jordanie, en Irak, au Liban est aussi une source de préoccupation.

Évidemment, c'est une situation extrêmement grave qui a des conséquences internationales. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons qu'il soit mis fin le plus vite possible à cette situation. Le président Morsi, comme nous-mêmes, savons qu'il n'y avait pas de solution sans changement profond, sans départ de Bachar Al-Assad. Des expressions du président Morsi ont été tout à fait aussi fermes que les nôtres et nous sommes en train de travailler pour trouver le plus vite possible une solution qui doit être à la fois une solution d'arrêt des combats et une solution politique de changement en évitant qu'il puisse y avoir une contagion, notamment au Liban - ce qui est souhaitée sans doute par le clan de Bachar Al-Assad - et qui est à juste titre refusée par les Libanais.

Nous faisons donc l'effort, avec nos amis égyptiens et d'autres, pour trouver une solution. Une puissance de paix comme l'Égypte est importante dans le monde arabe. Une puissance de paix membre permanent du Conseil de sécurité comme la France va dans le même sens.

Q - Pourquoi insistez-vous sur la chute de Bachar Al-Assad alors que ce ne sont pas tous les Syriens qui sont pour la chute d'Al Assad ? Est-ce-que vous pensez qu'armer l'opposition va favoriser la chute du régime d'Al-Assad ?

R - Pourquoi insistons-nous, pourquoi j'insiste sur le remplacement de M. Bachar Al-Assad ? Parce ce qu'il n'y a pas de solution possible sans cela. D'ailleurs, ce n'est pas seulement nous-mêmes qui disons cela. M. Brahimi, l'Envoyé à la fois des Nations unies et de la Ligue arabe disait récemment - et m'a confirmé au téléphone hier - qu'il ne s'agit pas seulement de réformes ; il s'agit de changements. Il y a eu un tel traumatisme, il y a eu maintenant plus de 270.000 morts, au départ parce qu'un clan autour de M. Bachar Al-Assad a voulu garder le pouvoir contre le peuple. Là-dessus, le président Morsi a eu des mots extrêmement fermes et justifiés : il faut qu'il y ait ce départ pour trouver une solution à ce qui se passe en Syrie. Cela ne suffit pas, il faut éviter évidemment qu'au chaos actuel se rajoute un autre chaos. D'où les efforts de l'Égypte, de la France et d'autres pays pour trouver une solution de remplacement. Il n'y a pas de solution avec M. Al-Assad. Je pense que la plupart de ceux qui analysent ces choses arrivent à cette conclusion.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 septembre 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185865-laurent-fabius-18092012-relations-franco-egyptiennes-situation-en-syrie